

Interroger les documents

1) La fin de la présence française, 1954-1962 :

Doc. 1 : La Conquête de l'Algérie

« L'Algérie appartenait depuis des siècles à des peuples musulmans, d'abord les Arabes, puis les Turcs. Elle était partagée entre des souverains dont les plus puissants étaient le dey d'Alger et les beys d'Oran et de Constantine.

En 1827, le dey d'Alger souffleta d'un coup d'éventail le consul de France qui venait lui demander justice pour un Français. Le gouvernement français réclama vainement une réparation de cet outrage ; à bout de patience, il résolut de châtier le dey.

Le 25 mai 1830 une flotte composée de 104 navires de guerre et de 272 transports partit de Toulon, emportant un corps expéditionnaire de 35000 hommes. Le 14 juin les troupes françaises débarquaient à Alger et le 5 juillet, la ville était prise. La conquête de l'Algérie commençait.

Elle fut longue, coûteuse et sanglante, Le pays était montagneux et facile à défendre, il était peu cultivé, malsain et nos soldats souffraient de privations et de maladies ; enfin, les Arabes se défendaient avec courage contre les infidèles. Le principal chef de la résistance fut Abd-el-Kader qui pendant dix ans nous disputa pied à pied le sol de la patrie. Fait prisonnier, puis rendu à la liberté, il se retira en Orient où il resta jusqu'à sa mort l'ami de la France.

L'Algérie est aujourd'hui la plus belle de nos colonies. »

Source : Cours complet d'Histoire de France, Cours élémentaire, T Naudy & L Rascol, Henry Paulin et Cie Editeur, 1918

- 1) Quelles expressions justifient la conquête française ?
- 2) Quelle place a l'Algérie dans l'empire colonial français en 1918 ?

Doc. 2 : Le Manifeste du Peuple algérien par Ferhat Abbas*, fait à Alger, le 10 février 1943.

« Le problème algérien (...) est essentiellement d'ordre racial et religieux (...). Le bloc européen et le bloc musulman restent distincts l'un de l'autre, sans âme commune. L'un, fort de ses privilèges et de sa position sociale, l'autre menaçant par le problème démographique qu'il crée et par la place au soleil qu'il revendique et qui lui est refusée (...). Politiquement et moralement, cette colonisation ne peut avoir d'autre concept que celui de deux sociétés étrangères l'une à l'autre. Son refus systématique ou déguisé de donner accès dans la cité française aux Algériens musulmans a découragé tous les partisans de la politique d'assimilation étendue aux autochtones. (...) »

* Ferhat Abbas fut membre du FLN et premier président de la république algérienne

- 1) Quelles oppositions séparent les européens et les musulmans ? Quels autres motifs ont les algériens de s'insurger contre la colonisation ?
- 2) Quelles évolutions rendent probable l'affrontement des blocs ?
- 3) Face aux revendications algériennes comment réagit la communauté européenne et le pouvoir politique ?

Doc. 3 : « J'ai choisi la France » Le colonel Aziz Méliani fut officier de l'armée française en Algérie de 1959 à 1962. Il est un exemple de harki qui ont choisi le camp de la France et ont dû quitter l'Algérie en 1962. Il raconte son parcours au magazine *L'histoire*.

« L'histoire : La guerre d'Algérie fut-elle pour vous un déchirement ? Ou avez-vous choisi très vite le camp de la France ?

Colonel Méliani : Un événement dramatique et capital m'a conduit au choix définitif. Le 31 mars 1959, le FLN assassinait mon père. Pourquoi lui ? Il était reconnu par les uns et les autres, Européens et Arabes, comme un parfait médiateur, et c'est justement [...] parce qu'il était unanimement respecté, qu'il était devenu une cible toute désignée pour le FLN. Vous connaissez le mot de Camus : « Entre la justice et ma mère, je choisis ma mère ». Ce jour-là, j'ai choisi mon père ».

Source : D. Bermond, C.R. Ageron, *L'Algérie des Français*, Le Seuil, 1993

- 1) Pourquoi cet officier harki a-t-il choisi la France ?
- 2) En quoi le témoignage montre-t-il que la violence et la haine sont des éléments essentiels dans la décolonisation de l'Algérie ?

Doc. 4 : Le général Massu et les paras dans Alger, janvier 1957

- 1) Qu'est-ce qui montre que la situation en Algérie est un état de guerre ?



2) La voie socialiste de l'Etat FLN, 1962-1988

Doc. 5 : 20 août 1956, le congrès de la Soummam vu autrement, par Ali Cherif Deroua, 18/08/2007

« La Révolution algérienne est assez sublime pour donner à chacun de ses fils qui le mérite, sa part de gloire sans avoir à ternir les autres.

Comment faire aimer la Révolution à nos enfants, si ceux qui la dirigeaient, ceux qui en étaient les combattants de l'indépendance y passaient la plupart de leur temps à la discréditer, à « régler leurs comptes », à ternir l'image de l'autre ou des autres.

Cette Révolution, mémoire collective de tout un peuple, a été, est et sera le ciment et le garant d'un futur commun irréversible et un patrimoine moral indéfectible. »

Sources : <http://www.berberes.com>

- 1) Présentez ce document.
- 2) Comment présente-t-il la mémoire de la Révolution algérienne ? Quelles informations donne-t-il ?

Doc. 6 : Le point de vue algérien sur la gestion des ressources

« La coopération économique internationale ne saurait prendre un essor durable que si elle repose sur le principe de la souveraineté effective et concrète des pays en voie de développement, sur leurs ressources naturelles et sur le principe de la maîtrise, par ces pays, du fonctionnement de leur économie. Il s'agit d'abord du contrôle effectif de chaque État sur l'exploitation de ses richesses naturelles, ce qui implique le droit à la nationalisation. »

Discours de Boumediène, président de la République algérienne, à la Conférence des pays non alignés, 9 septembre 1973

- 1) Selon Boumediène quel principe doit régler les relations internationales ?
- 2) Quel rôle doit avoir l'Etat ?
- 3) Entre économie libérale et économie planifiée quel choix fait-il ?

Doc. 7 : « Houari Boumediène, un homme, une légende vivante » par Chems Eddine Chitour

« 27 décembre 1978, le destin de l'Algérie bascule, une fois de plus. Le président Boumediène décède. Ce fut véritablement un choc bien que l'opinion fut préparée à cette douloureuse issue. Qui était Houari Boumediène qui fascine tant les jeunes et moins jeunes ? Certains retiennent le fameux "Kararna ta emime el mahroukate": "Nous avons décidé la nationalisation des hydrocarbures". Par cette phrase, Boumediène annonçait à la face du monde que l'Algérie tenait en main son destin énergétique. »

Source : http://www.alterinfo.net/houari-boumediene-un-homme,-une-legende-vivante_a15195.html

- 1) Quel geste fort réalisé par Boumediène marque la mémoire algérienne ?
- 2) Pourquoi est-il politiquement et économiquement important ?

3) L'Algérie dans la crise, 1988-???

Doc. 8 : La madone de Bentalha

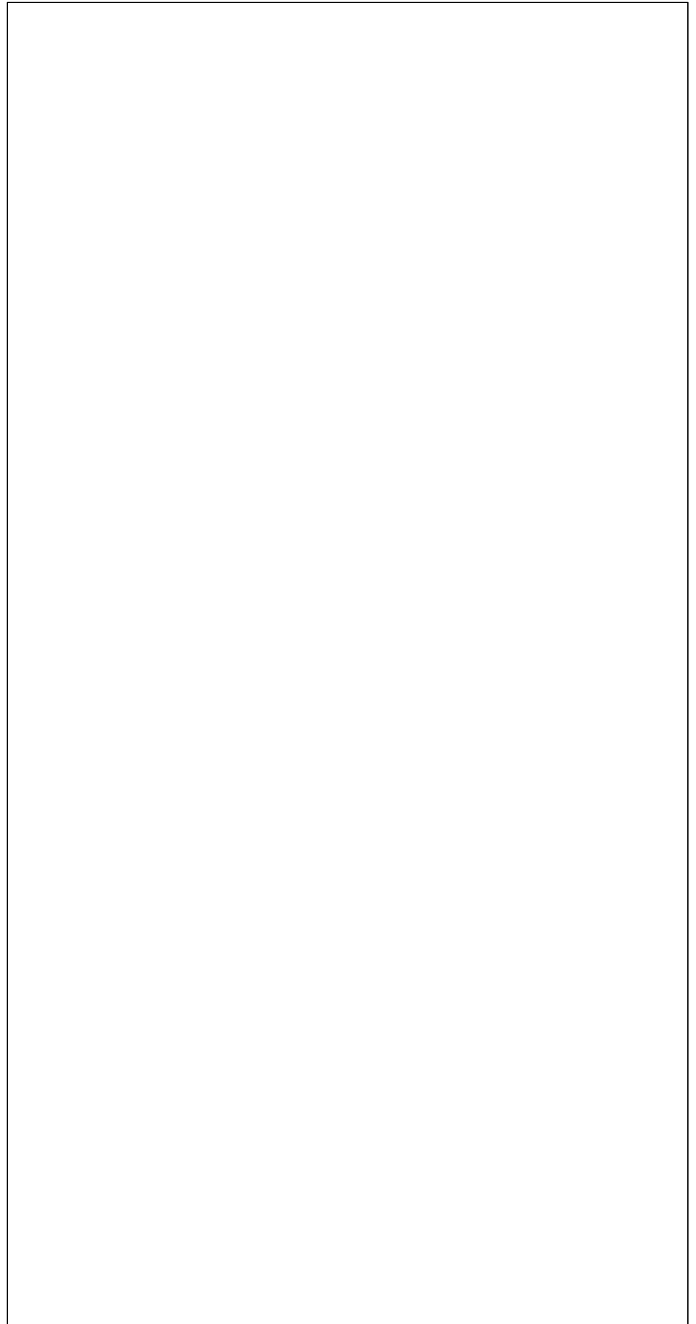
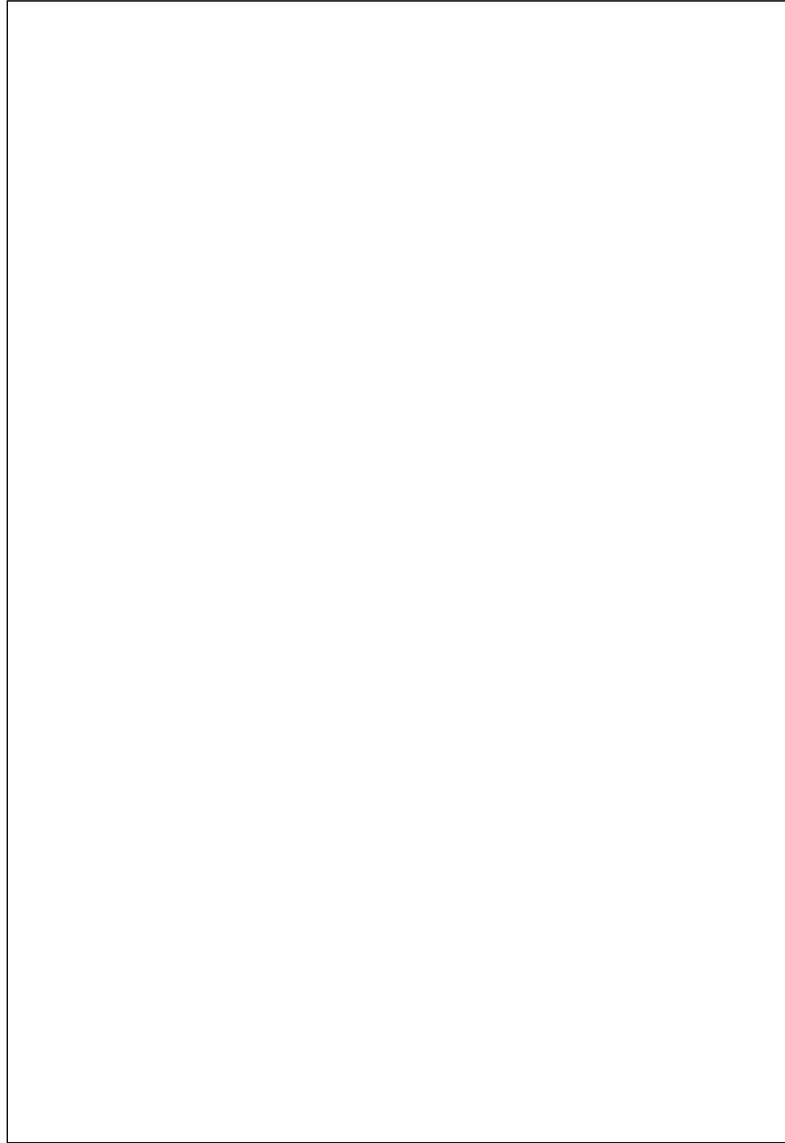
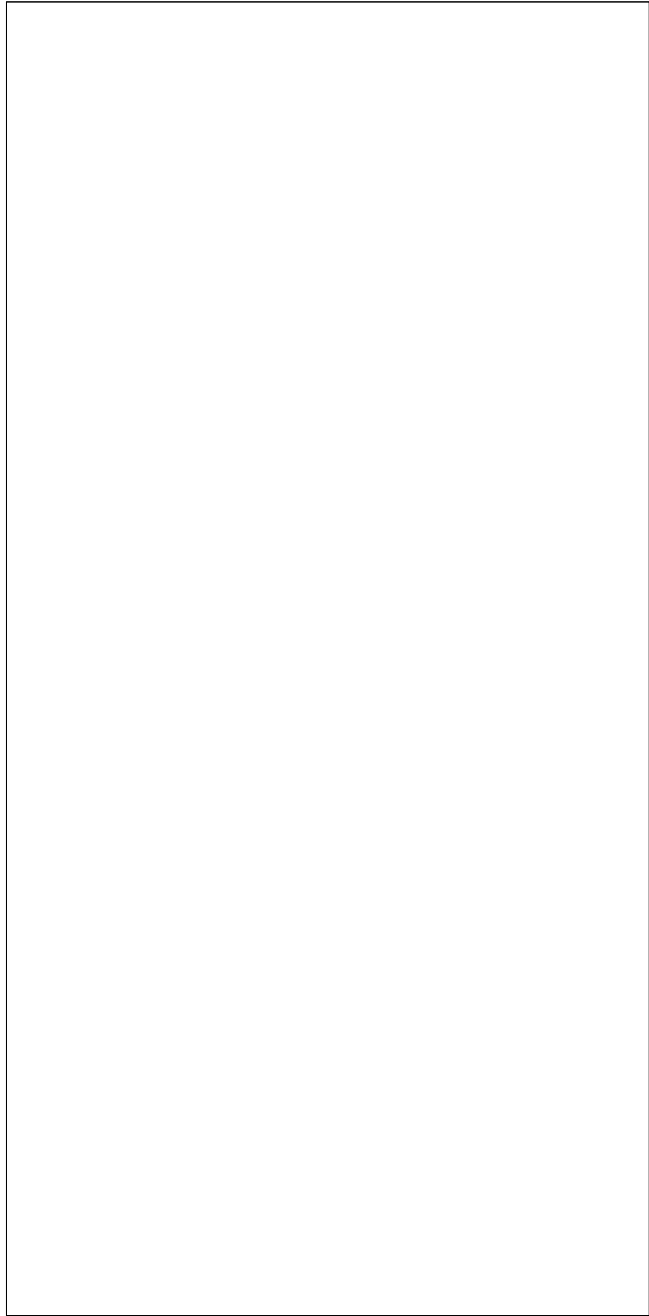
C'est l'un des massacres les plus importants survenus en Algérie.

Deux cents morts - une centaine, selon le bilan officiel - pour la plupart des femmes et des enfants, égorgés ou brûlés vifs, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997 à Bentalha, dans la banlieue sud d'Alger. Cette image d'un photographe algérien de l'AFP, contraint à l'anonymat, fait en quelques heures le tour du monde des rédactions et reçoit le 1er prix du World Press Photo en 1997.

Source : <http://lai.usolibrius.free.fr>

- 1) Pourquoi cette photo a-t-elle eu un tel impact ?
- 2) En quoi le massacre de Bentalha s'inscrit-il dans l'histoire de l'Algérie contemporaine ?





A partir de 1945, les peuples colonisés s'engagent dans la voie de l'indépendance. En Algérie, la décolonisation fut violente et l'indépendance, confisquée par le FLN, ne permit pas d'améliorer les conditions de vie des algériens. De crise économique et sociale en crise politique, depuis 1954, l'Algérie cherche les voies d'une réconciliation nationale.

1) La fin de l'Algérie française, 1954-1962 :

Conquis en 1830, l'Algérie fut la plus prospère des colonies françaises. Au nom de l'œuvre civilisatrice de l'Europe, plus d'un million de colons français s'approprièrent la terre et la mirent en valeur pendant 130 ans en refusant tous droits aux indigènes.

Après la Seconde Guerre mondiale, les élites algériennes qui venaient de vivre la libération de la France demandèrent à bénéficier des principes démocratiques qui venaient de vaincre le nazisme : l'égalité entre algériens et français, la liberté, l'indépendance, la fin du **colonialisme**. Mais le 8 mai 1945, une manifestation de nationalistes algériens est sévèrement réprimée à Sétif. Jusqu'au 22 mai 1945, l'armée française massacre entre 8000 et 20000 algériens.

Le 1er novembre 1954 débute l'insurrection algérienne menée par le Front de Libération nationale (FLN). La guerre d'Algérie oppose 7 M d'Algériens à 1 M d'Européens qui ont l'appui de l'armée française. Le 13 mai 1958, une émeute des pieds-noirs d'Algérie provoque le retour au pouvoir du général de Gaulle. Il ne peut mettre fin à la guerre et organise, le 8 janvier 1961, un **référendum sur l'autodétermination** en Algérie qui provoque un putsch des généraux en avril et le 17 octobre 1961 une manifestation des Algériens de Paris qui est durement réprimée par la police.

Le 18 mars 1962, les accords d'Evian mettent fin à la guerre d'Algérie qui constitue un moment fort dans la construction de l'identité nationale algérienne et permet au FLN et à l'armée de prendre en main l'Algérie.

La guerre fit plus de 200 000 victimes. Elle entraîne le départ d'Algérie d'un million d'Européens et de milliers de familles harkis.

La guerre de libération menée par le FLN permet à l'Algérie de proclamer son indépendance le 5 juillet 1962. Elle donne au pays un statut de leader dans le mouvement **anticolonialiste** mondial et dans le **Tiers-monde**.

L'Algérie achève sa **décolonisation** en rompant tous liens politiques avec la France mais elle reste économiquement très dépendante de la France qui lui fournit des biens de consommation, lui achète ses hydrocarbures et devient pour des milliers d'Algériens un pays d'émigration.

2) La voie socialiste de l'Etat FLN, 1962-1988 :

Après des luttes internes, un des chefs du FLN, Ahmed Ben Bella, est nommé chef de l'Etat en 1963. Mais en 1965, Houari Boumediene, colonel de l'armée de libération nationale (ALN) prend le pouvoir par un coup d'état.

La guerre contre l'impérialisme français conduit l'Algérie à se construire en rompant avec l'Occident. Boumediene met en place un régime d'inspiration socialiste fondé sur un pouvoir autoritaire et la défense de l'indépendance nationale. Il impose l'arabisation du pays, heurtant ainsi les populations berbérophones kabyles, et fait adopter une charte nationale qui vise à identifier la société au régime et à contrôler l'Islam.

En matière économique, contre les grandes puissances, il défend un ordre international plus juste ce qui lui vaut un réel prestige dans le Tiers monde. La modernisation du pays doit selon lui se faire par une action forte de l'Etat qui doit disposer de toutes les ressources. En 1971, il nationalise les hydrocarbures. Mais ni la « révolution agraire » qu'il lance, ni les créations d'industries chimiques et sidérurgiques que l'Etat crée grâce aux revenus pétroliers ne permettent de relever le niveau de vie d'une population en pleine croissance. De 7 M en 1960, elle passe à 14 M en 1970, 25 M en 1990 (33 M en 2007).

Dès 1976, une libéralisation de l'économie et la reconnaissance de certaines libertés individuelles tentent de répondre à la crise de la société. Mais à la mort de Boumediene, en 1978, l'armée garde le pouvoir. Le régime, incapable de se démocratiser, tente des réformes qui ne redistribuent pas les bénéfices de la rente pétrolière seule source de revenus pour l'Etat. L'émigration, du fait de la fermeture des frontières françaises, n'offre plus d'alternatives au chômage et à la misère.

Le mécontentement populaire prend des formes diverses. En 1980, le « printemps berbère » donne lieu à une série de manifestations réclamant l'officialisation de la langue tamazight et la reconnaissance de l'identité et de la langue berbère en Algérie. Il ouvre la voie à une remise en cause du régime algérien. Ces émeutes préfigurent celles des étudiants à Constantine en 1986 et des jeunes et des islamistes à Alger en 1988.

3) L'Algérie dans la crise, 1988 - ??? :

Les émeutes qui touchent tout le pays en octobre 1988 contraignent le pouvoir à démocratiser la société. Il autorise la pluralité des partis politiques, la liberté d'opinion et de la presse et prépare des élections démocratiques.

Le Front islamique du salut (FIS) profitant du mécontentement social remporte les élections municipales de juin 1990 et le 1er tour des élections législatives de décembre 1991. L'armée arrête alors le processus électoral et met en place un Haut Comité d'Etat (HCE) dirigé par Mohammed Boudiaf qui proclame l'état d'urgence et dissout le FIS. Le 22 juin 1992, Boudiaf est assassiné.

L'Algérie s'installe dans un climat de guerre civile. Le pouvoir du FLN, sa corruption, sa violence, son accaparement des richesses du pays pousse des membres du FIS, des jeunes ou encore des délinquants à prendre le maquis et à constituer des groupes armés comme les Groupes islamiques armés (GIA) qui multiplient les assassinats collectifs, les massacres de villageois, les attentats à la bombe et le rackets. En décembre 1997, des groupes armés massacrèrent les populations de Benthala (400 morts) et de Had Chekala (1000 morts).

Cette « sale guerre » a fait plus de 200 000 morts lorsque Abdelaziz Bouteflika, soutenu par l'armée, est élu président de la république en 1999. Tout en limitant les libertés publiques, pour sortir le pays de la violence, il instaure une loi sur la « concorde civile » qui libère des milliers de détenus islamistes et invite les rebelles à déposer les armes.

La libéralisation de l'économie et le prix élevé des hydrocarbures lui permettent d'assainir les finances mais pas de régler les problèmes économiques et sociaux. Le chômage reste très élevé et la pauvreté frappe un algérien sur trois (près de 12 M).

Ainsi, depuis l'indépendance, l'Algérie a raté sa modernisation économique et a échoué dans sa démocratisation. Malgré le référendum de réconciliation nationale de 2005 qui devait permettre de tourner la page de dix ans de guerre civile, les troubles persistent. Le 11 décembre 2007 deux attentats ont fait 62 morts à Alger. Une partie de la classe politique demande au pouvoir plus de fermeté envers les islamistes d'Al Qaïda et critique la politique de réconciliation de Bouteflika.